

Pamoja kwa **ajili ya**
Amani
ensemble pour la paix



balobaki
FACT-CHECKING

SEMAINE DU 28 NOVEMBRE 2025



✕ Vérité news 🔍

Nous, membres du mouvement révolutionnaire AFC M23, dénonçons la comédie politique orchestrée par Félix Tshisekedi autour de la prétendue condamnation de Joseph Kabila, membre de la coalition SAUVONS LA RDC – AFC M23.

Nous exigeons le retrait immédiat de cette mascarade judiciaire et appelons au respect des engagements politiques internes.

À défaut, la coalition se réserve le droit de prendre ses responsabilités face à ce régime déclinant.

Fait à l'Est de la RDC, ce 8 novembre 2025

Pour la coalition AFC M23 / SAUVONS LA RDC



COMMUNIQUÉ OFFICIEL – COALITION
AFC M23 / SAUVONS LA RDC

Nous, membres du mouvement révolutionnaire
AFC M23, dénonçons la comédie politique or-
chestrée par Félix Tshisekedi autour de la pré-
tendue condamnation de Joseph Kabila, membre...

Pamoja kwa ajili ya
Amani
ensemble pour la paix


balobaki
FACT-CHECKING

 Funded by
the European Union

 Internews
Europe

Le communiqué attribué à la coalition AFC-M23/Sauvons la RDC n'est pas authentique

Un communiqué publié sur la page Facebook «Vérité news», qui compte 1730 abonnés, affirme que l'AFC-M23 dénonce la condamnation de Joseph Kabila, présenté comme membre de la coalition «Sauvons la RDC-AFC-M23». Cependant, nos recherches et nos vérifications auprès d'experts révèlent qu'il s'agit d'une falsification.

En deux lignes : Aucune preuve n'atteste l'existence d'une coalition entre l'AFC-M23 et la plateforme d'opposition Sauvons la RDC.

[Depuis l'apparition de Joseph Kabila à Goma en mai 2025](#) et le lancement de la plateforme Sauvons la RDC, plusieurs rumeurs circulent en ligne et au sein de la communauté au sujet d'une éventuelle coalition entre l'AFC-M23 et Sauvons la RDC.

CITATION

« Nous, membres du mouvement révolutionnaire AFC M23, dénonçons la comédie politique orchestrée par Félix Tshisekedi... » (la publication est archivée [ici](#))

LES FAITS

En examinant le document, nous avons constaté qu'il n'était ni signé ni scellé, ce qui a suscité des doutes quant à son authenticité. Sur Google, nous avons saisi les mots-clés "communiqué de la coalition AFC-M23 Sauvons la RDC". Aucune source crédible ne fait état d'une telle coalition ni d'un communiqué conjoint. En revanche, un message publié le 16 octobre sur le compte X de l'AFC-M23 indique qu'aucun lien organique n'existe entre Joseph Kabila et l'Alliance Fleuve Congo/M23.

Afin d'en savoir plus sur l'authenticité du document, nous avons contacté Maître Jean-Paul Ngahangondi, Juriste et député honoraire du Nord-Kivu. Selon lui, cinq éléments permettent d'attester l'authenticité d'un communiqué officiel : la présence d'une signature, d'un sceau, d'un en-tête et de références administratives, la cohérence du contenu, ainsi que la possibilité de vérification auprès de l'institution émettrice. "En l'absence de ces éléments essentiels, en particulier la signature et le cachet, il est prudent de considérer le document comme suspect et d'en vérifier l'origine avant toute diffusion" a-t-il ajouté.

Ces propos sont corroborés par l'article 3 du décret du 21 avril 2016 relatif à la réglementation des sceaux officiels de la République démocratique du Congo.
En conclusion, le document prétendant lier l'AFC-M23 à la plateforme Sauvons la RDC est un faux.



Donald Trump n'a pas désigné d'acteur qui serait chargé de superviser la neutralisation des FDLR en RDC, conformément à l'accord de Washington

Dans une vidéo diffusée sur TikTok le 2 octobre 2025, un internaute prétend que Donald Trump a désigné le général Dan Caine pour mener à bien les opérations visant à neutraliser les FDLR ainsi que d'autres groupes armés dans l'Est de la RDC, en vertu de l'accord de Washington conclu entre les gouvernements congolais et rwandais. Cependant, cette allégation s'est révélée être fausse.

En deux lignes : aucune instance crédible ne confirme l'implication du général américain Dan Caine dans la mise en œuvre de l'accord sécuritaire entre la RDC et le Rwanda.

La [vidéo](#) qui fait l'objet de notre vérification a été partagée plus de 452 fois par des utilisateurs du réseau social TikTok. La même information avait d'ailleurs déjà été relayée auparavant par un internaute [ici](#)

CITATION

“Le président donald trump a désigné le général Dan Can comme Directeur du mécanisme de la neutralisation des FDLR pour une mission de 30 jours”

LES FAITS

Nous avons d'abord procédé à une lecture approfondie de l'[Accord de Washington](#). A aucun moment ce document ne mentionne une implication militaire des États-Unis, il se limite à recommander une coopération entre les deux parties signataires. Nous avons ensuite recherché d'éventuelles traces d'une telle nomination sur les canaux officiels de communication, notamment le compte X de [Donald Trump](#) et le site officiel [de la maison blanche](#). Aucune déclaration ni aucun communiqué ne fait état de la désignation du général [Dan Caine](#) à la tête d'opérations de neutralisation des FDLR en RDC.

Selon Christian Moleka, politologue et directeur de Politoscope, la rumeur faisant état de la nomination du général Dan Caine à la tête d'une force chargée de neutraliser les FDLR relève clairement de la désinformation. Pour certains acteurs, explique-t-il, présenter une telle figure américaine comme solution militaire pourrait être perçu comme un moyen d'obtenir l'appui de Washington.

« C'est évidemment faux. À ce stade, je ne vois pas les États-Unis intervenir directement sur le terrain. S'ils agissaient, ce serait par l'intermédiaire de forces partenaires, jamais en première ligne », précise-t-il.

Pour Christian Moleka, ces narratifs visent surtout à construire l'illusion d'une victoire diplomatique à destination de l'opinion publique. L'idée serait de faire croire qu'une présence américaine a été arrachée pour lutter contre les groupes armés et ramener la paix.

« Nous sommes face à de la manipulation, dans un contexte où chacun cherche à revendiquer un succès diplomatique clandestin », conclut-il.

En Conclusion, aucune source officielle côté congolais, ni américain ne confirme la nomination du Général américain Dan Caine à un quelconque rôle lié à l'accord sécuritaire signé entre la RDC et le Rwanda.



Publication de Kinshasa24



RADIO TOP CONGO (tous les infos de la R.D.C) · Rejoindre

Kinshasa24 · 15 novembre, 22:14 ·

UDPF NEUTRALISER, FARDC ET WAZALENDU EN OFFENSIVE

Une version explosive de la situation dans le territoire de Rutshuru, où les collines silencieuses cachent des mouvements militaires d'une ampleur rarement révélée au grand public. Aujourd'hui, c'est une histoire à la fois brutale, complexe, humaine et profondément géopolitique que nous racontons. Une histoire qui s'est déroulée entre le 12 et le 14 novembre 2025 autour de bwito, dans un territoire pris en étau entre ambition régionale, trahison, renfort clandestin et résistance populaire.

Tout commence par une rumeur persistante circulant parmi les habitants des localités de bwito et bwita. Une rumeur qui, comme souvent dans les zones de guerre, précède l'information officielle. Des colonnes de soldats étrangers seraient entrées depuis Bunagana. Les mouvements étaient inhabituels, rapides, silencieux, presque furtifs.

Très vite, les Patriotes Wazalendo, qui surveillent minutieusement le terrain depuis des mois, confirment ce que tout le monde redoutait. L'armée rwandaise (RDF-M23-AFC), sévèrement affaiblie par des semaines d'affrontements contre les FARDC et les résistants locaux, avait obtenu un soutien massif venu d'Ouganda. Non pas quelques dizaines de combattants, mais 800 militaires, dont plusieurs portaient les uniformes spécifiques réservés à la garde rapprochée du président ougandais Yoweri Museveni. Des tenues reconnaissables entre mille, que seules portent les unités les plus entraînées et les plus loyales.

Aucune preuve d'un appui militaire ougandais à l'AFC-M23 en RDC

Sur Facebook, un internaute a affirmé que l'AFC-M23-RDF aurait été soutenue par huit cents militaires ougandais venus de Bunagana, vêtus des tenues de la garde présidentielle de Yoweri Museveni. Après vérification, aucune source fiable ne confirme l'arrivée de ces soldats en RDC pour appuyer le mouvement.

En deux lignes: A ce jour, aucune source fiable ne confirme l'arrivée de huit cents militaires ougandais venus soutenir l'AFC-M23 en RDC.

Le 13 juin 2022, les rebelles de l'AFC-M23 ont pris le contrôle de Bunagana, une cité stratégique du Nord-Kivu à la frontière avec l'Ouganda. Cette avancée leur a permis d'étendre progressivement leur influence dans plusieurs régions du Nord et du Sud-Kivu, où ils ont instauré une administration parallèle.

CITATION

« 800 militaires ougandais, dont plusieurs portaient les uniformes réservés à la garde du président Museveni, sont venus appuyer les RDF-AFC-M23 »

LES FAITS

Pour en savoir plus sur cette question, nous avons contacté une source proche de l'AFC-M23 ainsi qu'un analyste spécialisé dans les questions sécuritaires et politiques de la sous-région.

Contacté le 17 novembre 2025, par BALOBAKI CHECK, Lawrence Kanyuka, porte-parole de l'AFC-M23, n'a ni confirmé ni démenti ces accusations: « Allez plutôt poser la question des ougandais au gouvernement de Kinshasa. Nous nous battons ici contre les Wazalendo, et vous me demandez si les ougandais nous ont renforcés. Qu'est-ce que cela a à voir avec vos investigations ? » Il a ensuite raccroché.

Pour le professeur Augustin Kahindo Muhesi, analyste politique, sécuritaire et enseignant à l'Université de Goma, cette méfiance s'inscrit dans une longue histoire de tensions régionales. Il rappelle notamment le rôle de l'Ouganda dans les crises de 1996 et des années suivantes.

Selon lui :

« L'Ouganda est régulièrement cité parmi les agresseurs, en raison de son implication dans la guerre du Congo de 1996 et jusqu'en 2001, l'Ouganda soutient divers groupes armés actifs jusque dans la région de Kisangani. Sur le plan géopolitique, l'Ouganda a toujours cherché à maintenir une zone d'influence le long de sa frontière avec la RDC. Il ne faut pas oublier les déclarations controversées de Muhoozi Kainerugaba, chef d'état-major de l'armée ougandaise. »

Il souligne également que Bunagana, principal point d'entrée du M23, se situe précisément à la frontière avec l'Ouganda, ce qui nourrit les perceptions négatives au sein de la population congolaise. Ces allégations sont d'ailleurs relayées par [l' Organisation des Nations Unies \(ONU\)](#). En 2024, un rapport du Groupe d'experts du Conseil de sécurité a accusé l'Ouganda de soutenir l'AFC-M23. Le document évoquait notamment le passage de combattants du M23 et de militaires rwandais sur le territoire ougandais lors de la prise de Bunagana, ainsi que le séjour de certains leaders du mouvement en Ouganda.

[Le Rwanda et l' Ouganda ont, par ailleurs , récemment renforcé la coopération entre leurs armées.](#) Sur son compte X, le général [Muhoozi Kainerugaba](#), chef d'état-major de l'armée ougandaise, avait même affirmé « J'ai atteint mon premier objectif militaire: la réunification de l'UPDF et RDF ! Maintenant que nous sommes réunis, nos ennemis vont payer ! »

Les opérations Shujaa et les perceptions populaires [Le 30 novembre 2021, la RDC et l'Ouganda](#) ont lancé l'opération militaire conjointe Shujaa, destinée à neutraliser le groupe terroriste ADF. Mais, selon le professeur Kahindo Muhesi, analyste politique et spécialiste des questions sécuritaires, un déficit de communication sur le déroulement de ces opérations a nourri les soupçons.

« La population constate que l'Ouganda a sécurisé son territoire contre la menace de l'ADF, alors que les attaques se poursuivent au Nord-Kivu et en Ituri, où sont présents des militaires ougandais. Il est nécessaire de renforcer la communication sur les opérations Shujaa », souligne-t-il . En conclusion, les informations sur un soutien ougandais à l'AFC/ M23 restent non confirmées.



DES
SOLUTIONS
INNOVANTES SUR
WHATSAPP
POUR LUTTER CONTRE
LES DISCOURS DE HAINE
ET LA DÉSINFORMATION
DANS L'EST
DE LA RD CONGO



Pamoja kwa ajili ya
Amani
ensemble pour la paix

Ces articles de vérification des faits sont rédigés dans le cadre du projet :
« **Balobaki Check : des solutions innovantes sur WhatsApp pour lutter contre les discours de haine et la désinformation dans l'est de la RD Congo**
avec le soutien technique d'Internews et le soutien financier de l'Union européenne.

Son contenu relève de la seule responsabilité de BALOBAKI CHECK et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position d'internews et de l'Union européenne.



balobakichack@gmail.com, redaction@balobakichack.com



BALOBAKI CHECK



+243 859167887



www.balobakichack.com



Funded by
the European Union



Internews
Europe